

GAEC Lenormand

Le Hamel - Montsecret
61 800 MONTSECRET CLAIREFOUGERE
Tel 06 15 30 40 34

Déclaration d'un forage alimentant une étable de vaches laitières soumise au régime d'enregistrement ICPE.

Rubriques de la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L214-1 à L214-3 du Code de l'Environnement.

1.1.1.0

Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines, y compris les nappes d'accompagnement des cours d'eau (D)



Le 19/06/2019
Réalisée par Isabelle CAUTY,
Tel : 02 43 31 00 09

Index	p
I. Identité du demandeur	3
II. Emplacement du forage	4
III. Nature, consistance, volume et objet de l'ouvrage	7
IV. Document d'incidence	8
V. Evaluation Natura 2000	10
VI. Compatibilité SAGE, SDAGE	10

I. Identité du demandeur

Le GAEC Lenormand est une installation classée d'élevage actuellement soumise à **Enregistrement ICPE** (200 vaches laitières) sur le site du Hamel à Montsecret (Commune nouvelle de Montsecret Clairefougère)


L'exploitant souhaite un forage pour l'abreuvement des animaux. Le volume prélevé sera de 9150 m³ par an.

Raison sociale
GAEC Lenormand
Le Hamel Montsecret
61800 Montsecret Clairefougère

Téléphone 06 15 30 40 34

SIRET : 497 492 470 000 16

Le forage fera 80 mètres de profondeur et doit donc faire l'objet d'une déclaration au Code Minier et d'une procédure de cas par cas au titre de l'annexe à l'article R122-2 du Code de l'Environnement.

FORAGES ET MINES		Projets soumis à l'examen au cas par cas
27. Forages en profondeur, notamment les forages géothermiques, les forages pour l'approvisionnement en eau, à l'exception des forages pour étudier la stabilité des sols.	a) Ouverture de travaux de forage pour l'exploitation de mines. b) Ouverture de travaux de forage pour l'exploration ou l'exploitation de gîtes géothermiques, à l'exception des gîtes géothermiques de minime importance. c) Ouverture de travaux de forage de recherches d'hydrocarbures liquides ou gazeux. d) Ouverture de travaux de forage de puits pour les stockages souterrains de gaz naturel, d'hydrocarbures liquides, liquéfiés ou gazeux ou de produits chimiques à destination industrielle, à l'exception des ouvertures de travaux de puits de contrôle. e) Ouverture de travaux d'exploration de mines par forages, isolés ou sous forme de campagnes de forages, à l'exclusion des forages de moins de 100 mètres de profondeur, des forages de reconnaissance géologique, géophysique ou minière, des forages de surveillance ou de contrôle géotechnique, géologique ou hydrogéologique des exploitations minières et des forages pour étudier la stabilité des sols.	 a) Forages pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 m. b) Ouverture de travaux d'exploration de mines par forages de moins de 100 mètres de profondeur sous forme de campagne de forages. c) Ouverture de travaux de puits de contrôle pour les stockages souterrains de gaz naturel, d'hydrocarbures liquides, liquéfiés ou gazeux, de produits chimiques à destination industrielle. d) Autres forages en profondeur de plus de 100 m, à l'exclusion des forages géothermiques de minime importance au sens de l'article L. 112-3 du code minier

Le débit souhaité est de 3 m³/h en débit d'essai.

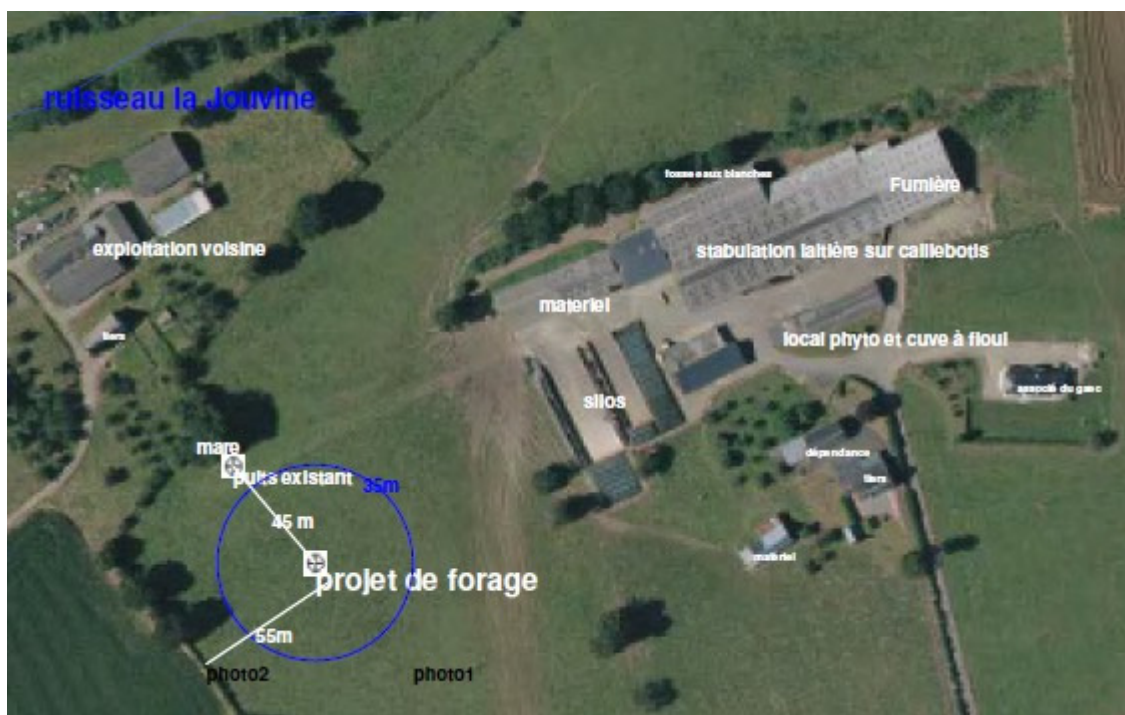
Le forage ne sera pas implanté en Zone de Répartition des Eaux.

L'entreprise qui réalisera le forage est

EURL Mangot
La Boënardière
61 600 MAGNY LE DESERT
Tél 02 33 38 00 97

II. Localisation du projet

Le Hamel-Montsecret 61800 Montsecret Clairefougère, parcelle cadastrale ZA33



Photos du projet de forage (2 sous deux angles différents)

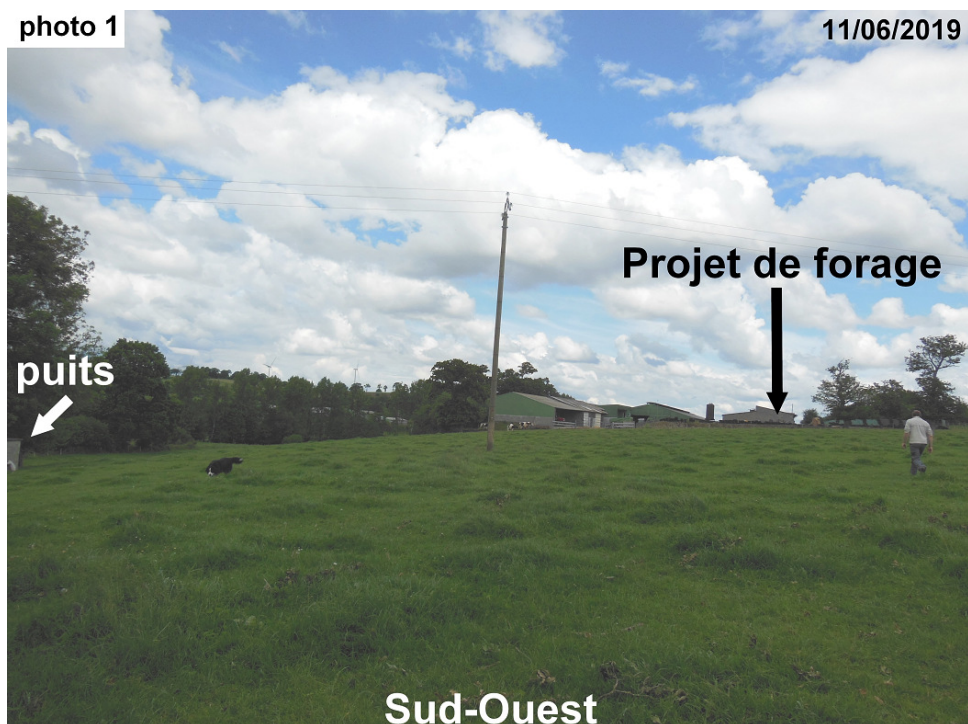
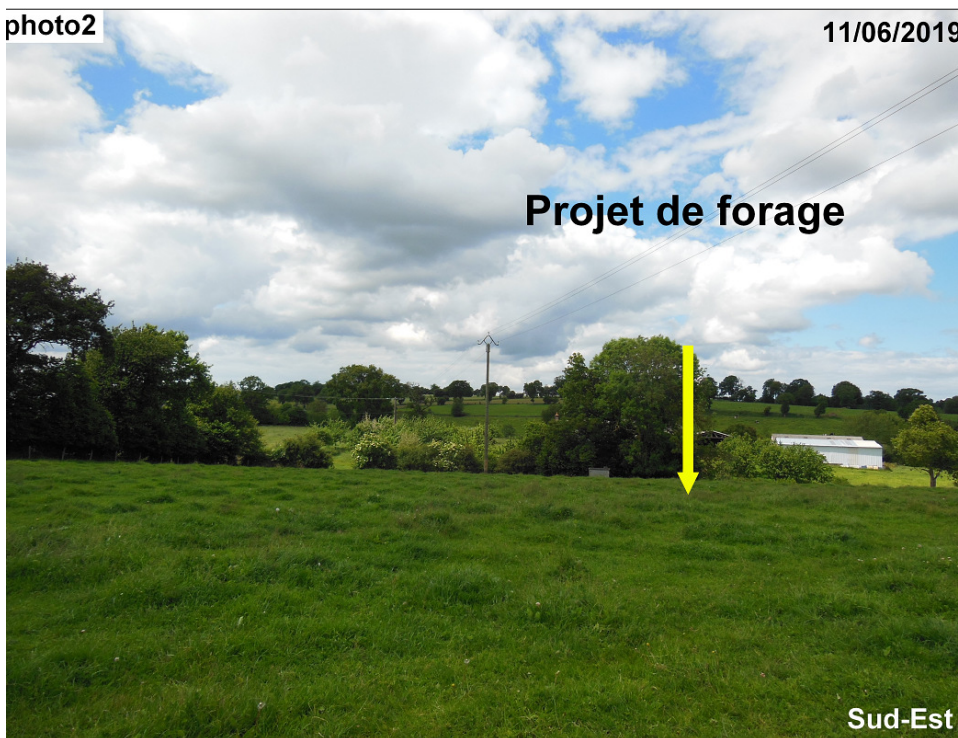
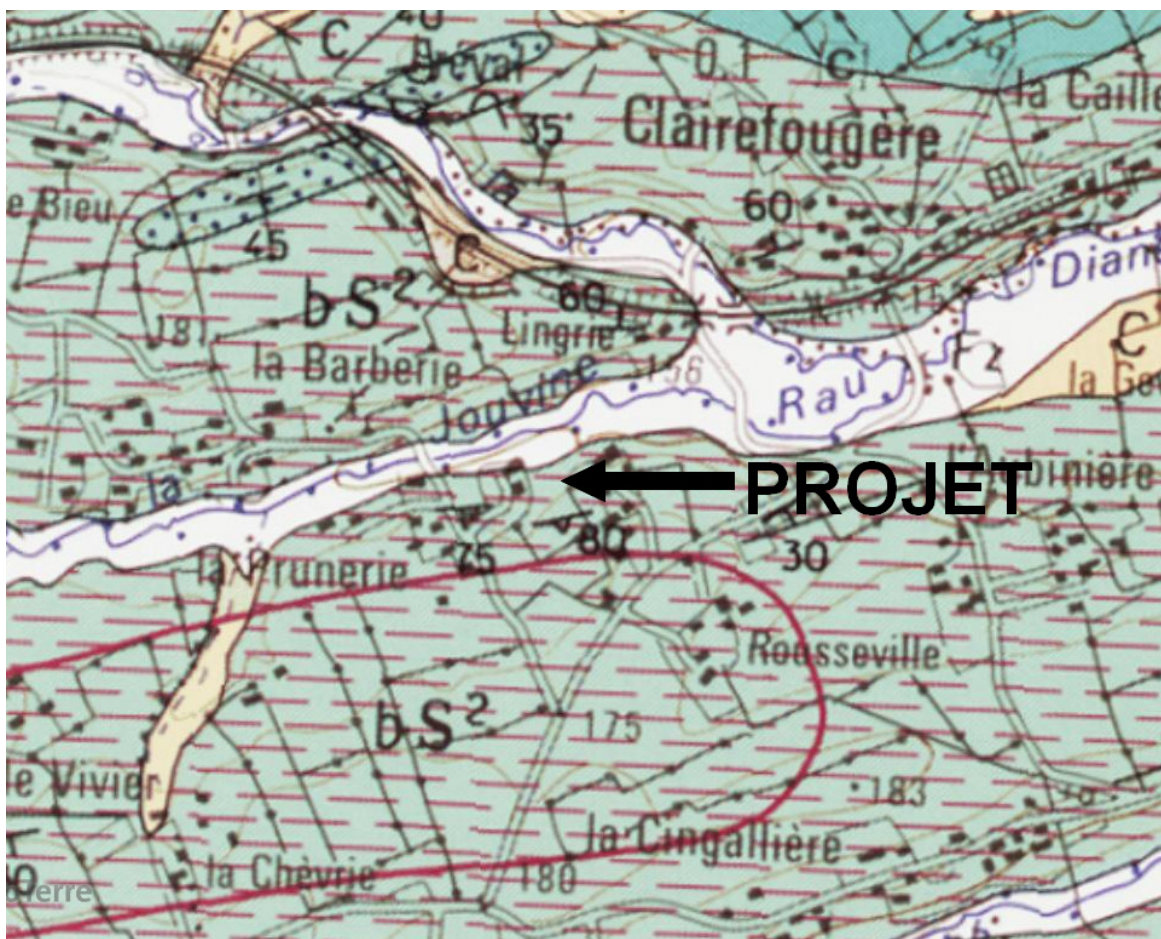


photo2

11/06/2019



Contexte géologique et hydrogéologique du secteur



Extrait de la carte géologique de Condé sur Noireau 1/50 000 ème.

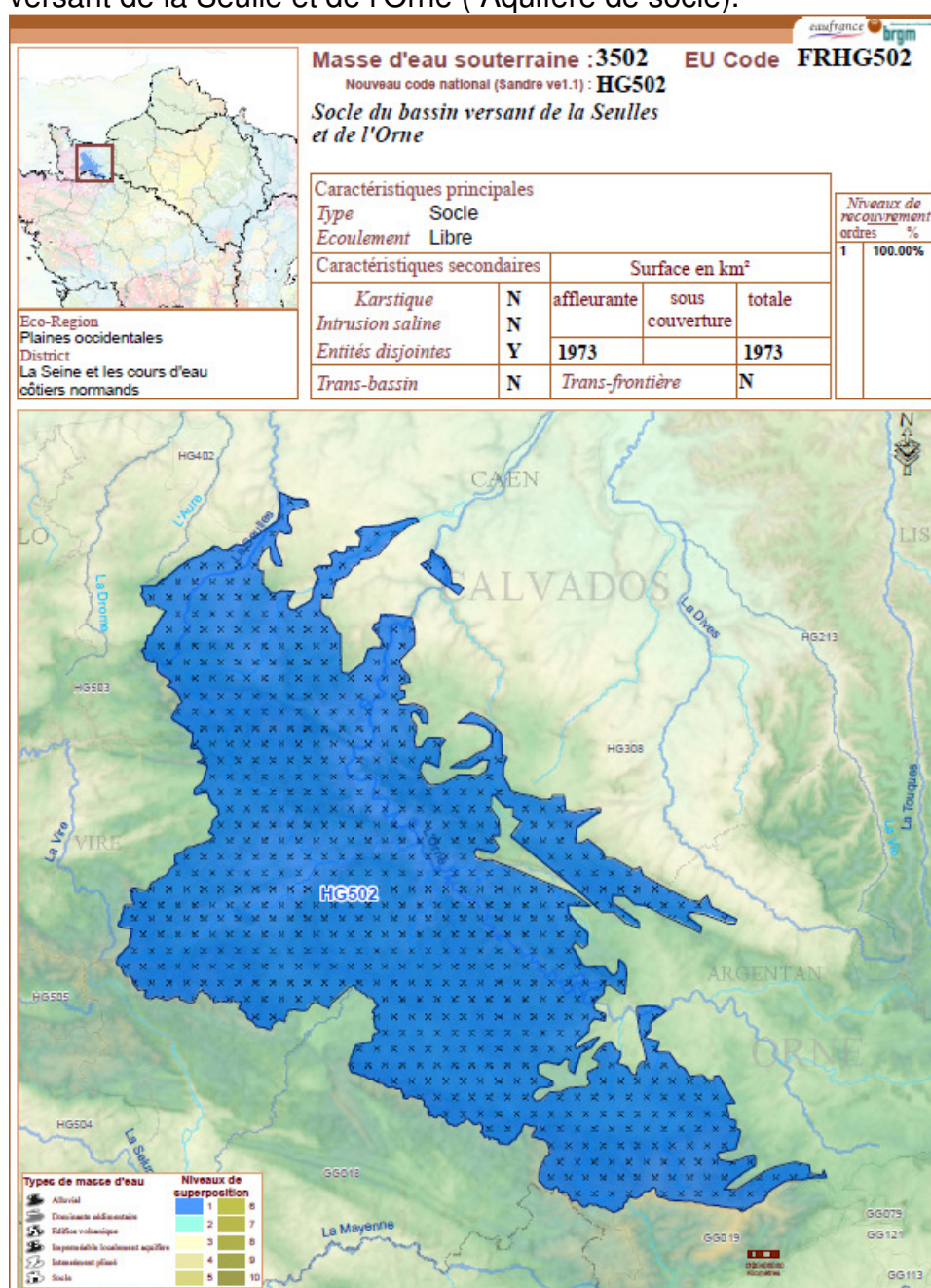
Le substrat géologique au Hamel est

- bS2 Schistes tachetés (auréole thermo-métamorphique de la granodiorite d'Athis)

Le massif granodioritique d'Athis a induit une auréole de thermométamorphisme constituée de cornéennes à cordiérite et de schistes tachetés. Les schistes tachetés sont des roches encore fissiles moins dures et moins compactes que les cornéennes. La cristallisation due au métamorphisme thermique n'y a été que partielle ; elle se traduit par l'apparition de taches sombres de cordiérite.

Dans ces substrats géologiques, les aquifères sont de type fissuré.

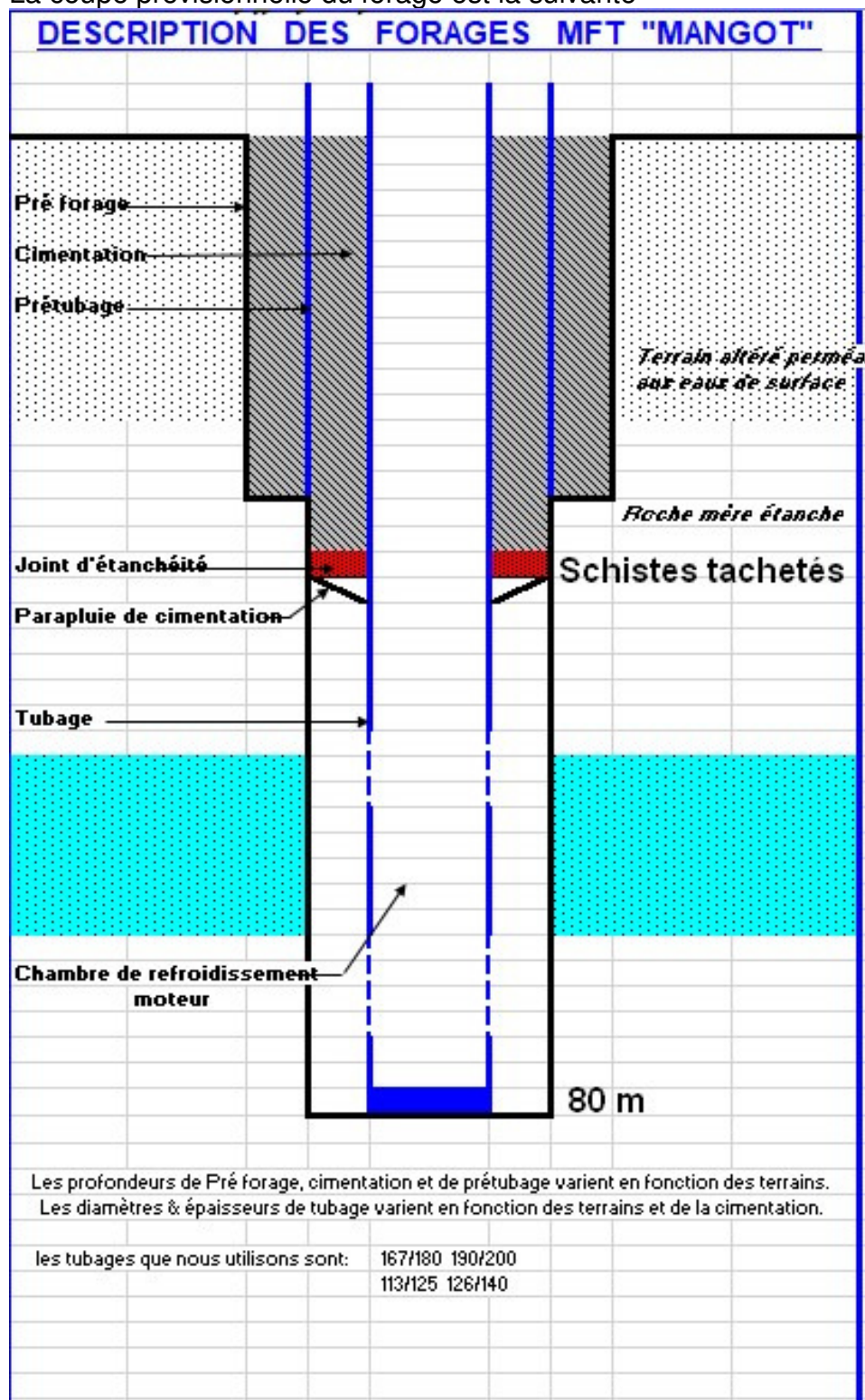
La masse d'eau identifiée sur ce secteur est la masse : FRGH 502, Socle du Bassin versant de la Seulles et de l'Orne (Aquifère de socle).



III. Nature, consistance, volume et objet de l'ouvrage

Le forage sera réalisé par l'EURL Mangot basée à Magny le désert, en méthode Marteau Fond de Trou. Au niveau du prélèvement, il sera équipé d'un tubage crépiné.

La coupe prévisionnelle du forage est la suivante



La profondeur totale du forage sera de **80 mètres**. La tête de forage fera l'objet d'une cimentation annulaire pour éviter toute infiltration des eaux de surface vers la nappe.

Le prélèvement sera au maximum de 9150 m³ par an soit 25 m³ par jour ou en moyenne 1.05 m³ par heure.

Impact du prélèvement sur la nappe :

Le volume prélevé annuellement prélevée sera de 9150 m³.

D'après la fiche climatologique d'Alençon la hauteur moyenne de précipitations est de 746 mm.

En supposant un taux d'infiltration de 30 à 50 % on obtient un volume de pluie efficace dans l'hypothèse la plus défavorable d'environ $746 \times 0.3 = 223.8$ mm

La surface impactée par le prélèvement est donc égale à $9150 / 0.223^* = 41031$ m²

Soit un rayon d'influence du pompage égal à **114 mètres**.

IV. Notice d'incidence

Environnement du forage



Le forage se situe à 141 mètres de la ZNIEFF 2 Bassin du Noireau, quia été répertoriée en raison de la grande qualité piscicole du Noireau et de ses affluents. Cette ZNIEFF ne fait pas l'objet de protections particulières. En revanche, le Noireau fait l'objet d'un arrêté de protection de biotope. Le forage sera réalisé dans les règles de l'art (cimentation annulaire et margelle bétonnée), il ne risque pas de porter atteinte à la Znieff.

Le périmètre de captage le plus proche est le captage « Rouillerie F1 et F2 » dont le périmètre de protection éloigné se termine à 1.85 km à l'Est.



Compte tenu de la distance, le projet de forage n'aura pas d'incidence sur le périmètre de protection de captage.

Le forage ne sera pas situé en zone humide pré-localisée ni en zone de répartition des eaux.

Éléments présents à proximité

Distance au forage	0-35 m	35-50 m	50-100 m	100-200 m	200-500 m
Installations du site agricole	NON	NON	NON	OUI	OUI
Autres Sites agricoles	NON	NON	NON	OUI	OUI
Bourg de Montsecret	NON	NON	NON	NON	NON (2.1 km)
Systèmes d'assainissement non collectifs	NON	NON	NON	OUI Assainissements non collectifs de tiers et des exploitants	OUI
Autres forages et prélèvements déclarés au Code Minier	NON	NON	NON	NON	OUI 387 mètres au Nord
Parcelles drainées	NON	NON	NON	NON	OUI
Plan d'épandage	NON	OUI	OUI	OUI	OUI
Déchetterie	NON	NON	NON	NON	NON
Cours d'eau	NON	NON	NON	OUI 196 mètres au Nord	OUI
Zone humide prélocalisée	NON	NON	NON	NON	OUI à 316 mètres au Nord-Ouest
ZNIEFF	NON	NON	NON	OUI à 141 mètres	NON
ZONE Natura 2000	NON	NON	NON	NON	NON

La ressource en eau sera protégée grâce à la cimentation annulaire du forage et grâce à la margelle béton de 3m2 entourant la tête de forage.

V. Incidence sur les zones Natura 2000

Il n'y a pas de zones Natura 2000 dans un rayon de 5 km.

VI. Compatibilité avec le SAGE ET LE SDAGE

Le site est situé sur le périmètre du Bassin Seine Normandie et du SAGE Orne Moyenne.

Compatibilité avec le SDAGE Seine Normandie

Le SDAGE du Bassin Seine-Normandie 2016-2021 met en place un programme de mesures visant à atteindre un bon état écologique de 62% des masses d'eau de surface en 2021. Elles sont synthétisées dans le tableau suivant :

Orientation fondamentale du SDAGE et dispositions	PROJET
1. Réduction des pollutions dues aux rejets des collectivités et des industries Ce thème concerne la pollution par les rejets (principalement ponctuels) provenant de l'assainissement des collectivités (eaux usées et eaux pluviales) de l'industrie et de l'artisanat	Sans objet
2. Réduction des pollutions diffuses Les pesticides et les nitrates sont responsables du déclassement de 78% des masses d'eau du bassin Seine-Normandie. Le SDAGE fixe quatre priorités <ul style="list-style-type: none"> - Répondre aux exigences réglementaires de base pour la maîtrise de l'usage des pesticides et des fertilisants : mise en œuvre de la Directive Nitrates et du plan Ecophyto 2018. - Protéger 378 captages d'eau potable prioritaires. - Renforcer la protection des masses d'eau superficielles situées en amont des masses d'eau côtières menacées par l'eutrophisation ou l'érosion. - Renforcer la maîtrise des pollutions microbiologiques sur la frange littorale. 	Réalisation de la tête de forage, de la margelle et du périmètre de protection conformément à la réglementation. Distance au périmètre de protection de captage le plus proche de 1.85 km
3. Protection des milieux aquatiques et humides <ul style="list-style-type: none"> - Mesures relatives à la morphologie des cours d'eau (entretien, restauration, renaturation) - Mesures de restauration de la continuité écologique des milieux - Mesures de gestion et de restauration des zones humides 	Sans objet. Pas d'interventions sur les cours d'eau. Pas de destruction de zones humides.
4. Gestion de la ressource en eau <ul style="list-style-type: none"> - Gérer les prélèvements et la répartition des ressources entre usagers - Mettre en place des zones de répartition des eaux (ZRE) - Surveiller l'évolution de la ressource (débits...) - Lutter contre les fuites dans les réseaux 	Forage neuf ne présentant pas de fuites. L'exploitation n'est pas située en ZRE
5. Amélioration des connaissances et de la gouvernance	Sans objet (politiques publiques)
6. Thème transversal littoral et mer	Sans objet
7. Thème transversal Réchauffement climatique Elaboration d'un plan d'adaptation au changement climatique dans le domaine de l'eau à l'échelle du bassin versant	Sans objet (politiques publiques)

Compatibilité avec le SAGE Orne Moyenne

Le règlement du SAGE Orne Moyenne comprend cinq articles :

Article 1 -Encadrer la création des réseaux de drainage.

Toute nouvelle réalisation de réseau de drainage ou d'extension de réseau existant sur l'ensemble du territoire du SAGE Orne amont, soumise à déclaration ou autorisation au titre des articles L. 214-1 et R. 214-1 du code de l'environnement (rubrique 3.3.2.0 en vigueur au jour de la publication du SAGE), est subordonnée à la condition que les effluents de drainage ne soient pas rejetés directement dans le réseau hydrographique superficiel ou dans une zone d'infiltration rapide¹ vers la nappe.

Article 2 -Préserver les têtes de bassin versant

Les installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration ou à autorisation en application des articles L. 214-1 et R. 214-1 du code de l'environnement (rubriques 3.1.2.0., 3.1.3.0, 3.1.4.0 en vigueur au jour de la publication du SAGE), et les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) visées à l'article L. 511-1 du code de l'environnement soumises à autorisation, enregistrement ou déclaration, impactant négativement le lit mineur et/ou les berges d'un cours d'eau situé en tête de bassin versant, tel qu'identifié sur la carte 1 de l'annexe cartographique du règlement, sont permises si :

- il est démontré que le projet améliore l'hydromorphologie et/ou la continuité écologique et/ou la qualité de l'eau du cours d'eau ;

OU

- le projet fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique (DUP) ou d'une déclaration d'intérêt général (DIG) délivrée au titre de l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

OU

- le projet fait l'objet d'une déclaration d'intérêt général prise en application de l'article L. 126-1 du code de l'environnement liée à la conduite d'une enquête publique environnementale (article L. 123-1 du code de l'environnement) ;

OU

- le projet est réalisé en vue d'assurer la sécurité ou à la salubrité publique tels que décrits à l'article L2212-2 du code général des collectivités territoriales.

Article 3 – Interdire la création de nouveaux cours d'eau dans les secteurs vulnérables.

Les installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration ou à autorisation en application des articles L. 214-1 et R. 214-1 du code de l'environnement (rubriques 3.1.2.0., 3.1.3.0, 3.1.4.0 en vigueur au jour de la publication du SAGE), et les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) visées à l'article L. 511-1 du code de l'environnement soumises à autorisation, enregistrement ou déclaration, impactant négativement le lit mineur et/ou les berges d'un cours d'eau situé en tête de bassin versant, tel qu'identifié sur la carte 1 de l'annexe cartographique du règlement, sont permises si :

- il est démontré que le projet améliore l'hydromorphologie et/ou la continuité écologique et/ou la qualité de l'eau du cours d'eau ;

OU

- le projet fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique (DUP) ou d'une déclaration d'intérêt général (DIG) délivrée au titre de l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

OU

- le projet fait l'objet d'une déclaration d'intérêt général prise en application de l'article L. 126-1 du code de l'environnement liée à la conduite d'une enquête publique environnementale (article L. 123-1 du code de l'environnement) ;

OU

- le projet est réalisé en vue d'assurer la sécurité ou à la salubrité publique tels que décrits à l'article L2212-2 du code général des collectivités territoriales.

Article 4- Préserver la continuité écologique des cours d'eau

Toute nouvelle installation, ouvrage, remblai et épi, dans le lit mineur d'un cours d'eau non inscrit sur la liste mentionnée au 1° du I de l'article L. 214-17 du code de l'environnement, présentant dans le dernier état des lieux validé du SDAGE un risque fort de non atteinte du bon état lié au paramètre "hydromorphologie" et/ou un objectif de bon état écologique 2015, constituant un obstacle à la continuité écologique (rubrique 3.1.1.0 de l'article R. 214-1 du code de l'environnement en vigueur au jour de la publication du SAGE) et soumis au régime de déclaration ou d'autorisation au titre des articles L.214-1 et R. 214-1 du code de l'environnement n'est permis sur le territoire du SAGE Orne amont que dans les cas suivants :

- si le projet est déclaré d'utilité publique (DUP) ou d'intérêt général (DIG, PIG) et à condition qu'il soit accompagné des mesures d'évitement, correctives et, à défaut, des mesures compensatoires pour les impacts résiduels répondant à l'objectif du Plan d'Aménagement et de Gestion Durable : « Atteindre/Ne pas dégrader le bon état écologique en application de la DCE sur l'ensemble des cours d'eau du territoire » ;

OU

- aux opérations de restauration hydromorphologique des cours d'eau contribuant à l'atteinte du bon état écologique défini dans le cadre de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 ;

OU

- aux opérations contribuant à la protection de personnes ou de biens existants, et à condition qu'il soit accompagné des mesures d'évitement, correctrices et, à défaut, des mesures compensatoires pour les impacts résiduels répondant à l'objectif du PAGD : « Atteindre/Ne pas dégrader le bon état écologique en application de la DCE sur l'ensemble des cours d'eau du territoire » ;

OU

- aux opérations consacrées à l'amélioration de la connaissance des milieux aquatiques.

Article 5 : cadrer les prélèvements dans la masse d'eau souterraine HR 3308 dite "Bathonien Bajocien Plaine de Caen et du Bessin »

Les prélèvements, soumis à déclaration ou à autorisation en application des articles L.214-1 et R.214-1 du code de l'environnement (rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0 et 1.3.1.0 en vigueur au jour de la publication du SAGE), sont permis au sein de la masse d'eau HR 3308 dite "Bathonien Bajocien Plaine de Caen et du Bessin", sur les secteurs identifiés par la carte 4 de l'annexe cartographique du règlement, uniquement s'ils font l'objet :

- d'une déclaration d'utilité publique (DUP) ;

OU

- d'une déclaration d'intérêt général (DIG) délivrée au titre de l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

OU

- d'une déclaration d'intérêt général prise en application de l'article L. 126-1 du code de l'environnement liée à la conduite d'une enquête publique environnementale (article L. 123-1 du code de l'environnement) ;

OU

- si les prélèvements sont réalisés dans le cadre d'une démarche de reconnaissance et d'exploration pour l'alimentation en eau potable, ou concernent des forages visant à suivre la qualité de la ressource.

Le forage ne prélèvera pas dans cette masse d'eau. Sa création ne nécessite ni drainages, ni interventions sur les cours d'eau.

En conclusion le projet de forage du GAEC Lenormand, n'est pas concerné par les mesures citées ci-dessus, et n'est pas non plus située en Zone de Répartition des eaux.

Il est donc compatible avec le SDAGE et le SAGE